



Un nouveau scandale de détournement vient secouer le Cameroun, mais cette fois-ci, des hommes d'affaires étrangers sont également impliqués. Le lanceur d'alerte Boris Bertolt révèle dans la matinale de ce lundi comment des fonctionnaires des douanes ont organisé le détournement de 50 000 tonnes de don de blé destiné à la République centrafricaine. Cette opération illégale aurait permis à ces individus de s'enrichir de près de 8 milliards FCFA.

Lors du sommet Russie-Afrique qui s'est tenu à Saint-Pétersbourg en juillet 2023, le président russe Vladimir Poutine s'est engagé à faire don de 200 000 tonnes de blé à six pays africains, dont la République centrafricaine. Cependant, ce pays ne possède pas les capacités nécessaires pour transformer le blé en farine. C'est alors que le directeur des douanes centrafricain écrit au directeur général des douanes camerounaises pour obtenir l'autorisation de vendre les 50 000 tonnes de blé aux meuniers camerounais.

Une correspondance du directeur général des douanes camerounaises en réponse à cette demande indique que la vente des 50 000 tonnes est confirmée, avec comme condition une exonération de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). Cependant, aucune disposition n'a été prise pour s'assurer que toute la farine produite à partir de ce blé soit vendue en République centrafricaine.

Cette lettre scandalise le Groupement des Industries Meunières du Cameroun (GIMC), qui

considère qu'il est inapproprié de vendre un don destiné à un pays étranger sur le marché camerounais. De plus, il souligne que les subventions de l'État et les exonérations douanières visaient à soutenir les meuniers camerounais, et non à profiter aux pays étrangers. Le GIMC informe le ministre du Commerce camerounais de sa décision de décliner cette offre de vente de blé.

Le ministre du commerce, Luc Mbarga Atangana, demande au directeur général des douanes de contacter les Russes pour savoir s'ils sont favorables à une cession ou une vente de leur don de blé. Cependant, pendant ces tractations en cours, une première livraison de blé arrive dans les eaux camerounaises sans autorisation formelle du gouvernement camerounais.

La Société des Céréales du Cameroun (SCC) profite de cette situation en achetant les 50 000 tonnes de don de blé centrafricain à un prix inférieur au marché. Après avoir transformé le blé en farine, la SCC prévoit de réaliser un bénéfice d'environ 8 milliards FCFA. Complice de cette manoeuvre, l'entreprise BROLI installe récemment une unité de fabrication de pâtes alimentaires et participe à l'achat illégal du deuxième navire de blé russe destiné à la Centrafrique, informe le lanceur d'alerte Boris Bertolt.